

Ultime sommet



Martin Neff
Chef économiste de Raiffeisen

L'Europe est une nouvelle fois mise à l'épreuve. Il est malheureusement fort probable qu'elle sera confrontée à un échec. Comme toujours quand il s'agit de frapper un grand coup et que tous les Etats de la zone euro sont plus ou moins concernés. La communauté ou union est alors vite oubliée dans la plupart des cas. Il en va de même de la question des réfugiés, littéralement l'ultime sommet des Etats de la zone euro.

Exceptionnellement, il n'a pas été question des Grecs, du moins pas directement. Ces derniers seraient désormais sur la bonne voie, annonçait-on ainsi fièrement à Bruxelles. L'agence de notation américaine Standard & Poors l'a confirmé avant-hier, en relevant l'évaluation de solvabilité de la Grèce à B+ et en attestant de perspectives positives pour le pays. Tout semble donc rentré dans l'ordre pourrait-on penser, mais tant s'en faut. Pas un mot sur le remède de cheval administré au peuple grec dont les revenus ont en moyenne chuté d'un bon tiers depuis la crise. Pas un mot sur le fait que le chômage soit encore supérieur à 20% et que près de 60% des nouveaux emplois soient à temps partiel ou précaires. Nul mention également du fait que les Grecs sont de plus en plus souvent contraints de vendre leurs terres, leurs appartements ou leurs maisons et que cela ne fonctionne que parce qu'ils offrent un visa pour l'espace Schengen en plus lors de l'achat. Mais c'est de l'histoire ancienne. N'oublions pas que le journal allemand Bild avait déjà suggéré la vente forcée dès le mois d'octobre 2010, en titrant: «Vendez donc vos îles, vous les faillis grecs».

Il est une fois de plus question des réfugiés

Il n'est pas non plus question de l'Italie, du moins directement. Durant un court laps de temps, les dettes ou les déficits de notre

voisin méridional ne sont pas à l'ordre du jour. Bruxelles préfère préparer les vacances d'été. Ce serait trop demander que de s'occuper auparavant de choses essentielles telles que l'encrage de la zone euro. Cela fait tout de même des années que l'on discute en vain de la création pourtant urgente d'une union fiscale, il reste donc encore un «peu» de temps. Une union politique serait certes encore préférable, mais par qui serait-elle gouvernée? Emmanuel Macron le voudrait à 100%, mais Angela Merkel ne voudrait pas de lui, d'autres ne le voudraient pas de toute façon et ne seraient pas eux-mêmes candidats. Pour finir, Jean-Claude Juncker se proposerait, lui qui fait partie des conquérants de premier plan en Europe et qui s'intéresse sans doute moins à la chose qu'à lui-même. A l'instar d'Angela Merkel, mais pour d'autres raisons, il a d'ailleurs estimé qu'il était de nouveau temps de parler des réfugiés. Car ils sont encore des milliers à errer en Méditerranée et sur les voies terrestres parfois barrées. Simplement, plus personne n'en veut. Les Grecs sont à bout et les Italiens ne veulent plus être les seuls à assumer toute cette misère. Quant à Angela Merkel, l'eau lui arrive jusqu'au cou dans cette question des réfugiés. Le gouvernement de coalition qu'elle a mis si longtemps à établir pourrait bien se briser sur le différend avec la CSU concernant les réfugiés. Son héritage historique serait rapidement de l'histoire ancienne. Autant organiser un sommet et faire patienter le peuple ensuite.

Le modèle Trump?

Angela Merkel a mis l'Europe dans ce pétrin, même si rares sont ses compagnons de route européens qui ont le droit de le lui faire remarquer. Ils vont en revanche tous devoir trinquer. Avec son message émotionnel «Nous y arriverons», Merkel avait révélé l'incapacité de cette union d'Etats européens à résoudre durablement des problèmes ensemble. La marche arrière devrait donc prochainement être enclenchée. La culture de l'accueil est déjà un lointain souvenir. Durant quelques jours, c'était sans doute tendance d'accueillir des réfugiés à la frontière allemande et d'engranger leur gratitude. Un instant, les sentiments sont même allés au-delà de la seule compassion et une solidarité nationale a semblé se mettre en place. Mais elle s'est brisée dès que les Allemands ont dû se rendre à l'évidence que les réfugiés n'entendaient

ent pas seulement rester pour une nuit et se sont même mis à agresser leurs femmes. Il a dès lors suffit que quelques-uns d'entre eux commettent des délits pour que le vieux réflexe des «étrangers dehors» pointe le bout de son nez. L'échec du mini-sommet de Bruxelles n'est donc pas une surprise. Même si le premier ministre italien Conte a laissé entendre qu'il pourrait y avoir un changement radical dans la gestion de la question des réfugiés et qu'Angela Merkel a constaté: «nous sommes tous responsables», tous deux ont au fond affirmé: «nous n'arrivons à rien». L'Italien voulait être moins responsable, l'Allemande refusait de l'accepter sans autre forme de procès. Le printemps des réfugiés est donc bel et bien terminé, les règles devraient se durcir et l'Europe devrait littéralement «externaliser» le problème. D'une part à Frontex, autrement dit les gardes-côtes et gardes-frontières européens, d'autre part à des pays tiers, tels que la Libye ou le Niger. La procédure n'est pas sans rappeler la gestion du problème par Donald Trump, qui est pourtant la tête de Truc de bien des Européens. Ils ne vont cependant pas tarder à faire de même. Loin des yeux, loin du cœur.

Martin Neff, Chef économiste

Editeur: Raiffeisen Schweiz, Economic Research | Stampfenbachstrasse 114 | 8006 Zürich | 044 226 74 41 | economic-research@raiffeisen.ch
Chef économiste Martin Neff
Abonnement : Possibilité de s'abonner sur <https://www.raiffeisen.ch/rch/fr/qui-sommes-nous/publications.html>

MENTIONS LÉGALES IMPORTANTES

CECI N'EST PAS UNE OFFRE

Les contenus publiés dans le présent document sont mis à disposition uniquement à titre d'information. Par conséquent, ils ne constituent ni une offre au sens juridique du terme, ni une incitation ou une recommandation d'achat ou de vente d'instruments de placement. La présente publication ne constitue ni une annonce de cotation ni un prospectus d'émission au sens des articles 652a et 1156 CO. Seul le prospectus de cotation présente les conditions intégrales déterminantes et le détail des risques inhérents à ces produits. En raison de restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissants ou aux résidents d'un Etat dans lequel la distribution des produits décrits dans la présente publication est limitée.

Cette publication n'est pas destinée à fournir au lecteur un conseil en placement ni à l'aider à prendre ses décisions de placement. Des investissements dans les placements décrits ici ne devraient avoir lieu que suite à un conseil approprié à la clientèle et/ou à l'examen minutieux des prospectus de vente contraignants. Toute décision prise sur la base de la présente publication l'est au seul risque de l'investisseur.

EXCLUSION DE RESPONSABILITÉ

Raiffeisen Suisse société coopérative fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la fiabilité des données présentées. Cependant, Raiffeisen Suisse société coopérative ne garantit pas l'actualité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations divulguées dans la présente publication.

Raiffeisen Suisse société coopérative décline toute responsabilité pour les pertes ou dommages éventuels (directs, indirects et consécutifs) qui seraient causés par la diffusion de cette publication ou de son contenu, ou liés à cette diffusion. Elle ne peut notamment être tenue pour responsable des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers.

DIRECTIVES VISANT À GARANTIR L'INDÉPENDANCE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE

Cette publication n'est pas le résultat d'une analyse financière. Par conséquent, les «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers (ASB) ne s'appliquent pas à cette publication.